











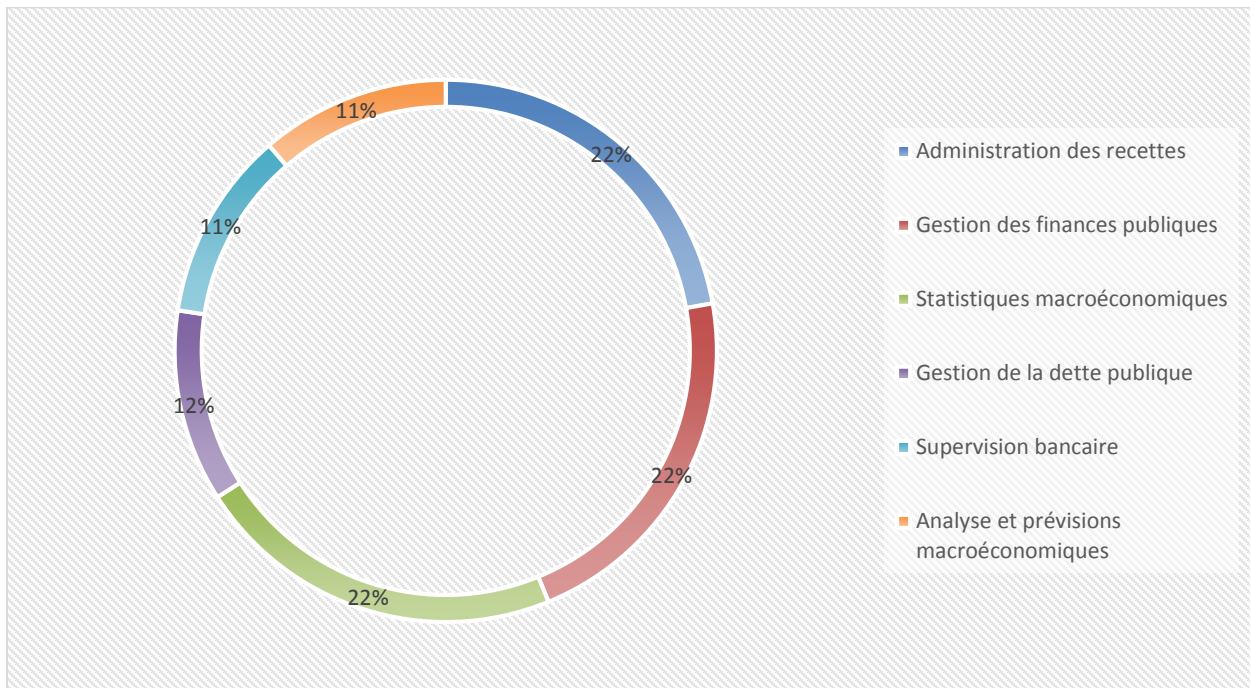
**Tableau 1. Synthèse du Cadre Logique Stratégique 2017-2022**

AFRITAC de l'Ouest-Cadre Stratégique pour juin 2017-avril 2022													
Renforcer les capacités de gestion macroéconomique et financière des États et l'intégration régionale afin d'accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté.													
Domaines	Objectifs	Pays											
		BEN	BFA	CI	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	UEMOA	BCEAO
Administration douanière	Amélioration de la gestion du risque et de la sélectivité des contrôles.												
	Appui à la maîtrise de la base taxable à l'importation.												
	Dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement.												
	Renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.												
Administration fiscale	Renforcer les arrangements relatifs à la gestion et à la gouvernance de l'administration fiscale.												
	Renforcer les fonctions essentielles de l'administration fiscale.												
Gestion des dépenses publiques	Renforcement de la gestion budgétaire globale, y compris la préparation, l'exécution, et le contrôle.												
	Amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.												
	Amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses.												
Statistiques des finances publiques	Basculement définitif au TOFE base MSFP 2001/2014 et élargissement du champ d'application du TOFE.												
	Renforcement de l'utilisation et amélioration de la Balance Générale des Comptes du Trésor.												
	Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP.												
Statistiques du secteur réel	Renforcer la compilation de données macroéconomiques et financières pour la prise de décision, sur base des normes statistiques appropriées internationalement acceptées, y compris par le développement et l'amélioration de l'infrastructure statistiques et les données source.												
Gestion de la dette publique et développement des marchés financiers	Renforcer la capacité à gérer le portefeuille de la dette publique prudemment, prenant en compte les coûts et les risques.												
	Soutenir le développement du marché des Titres publics.												
Supervision et restructuration bancaires	Développer et renforcer les normes prudentielles et les réglementations bancaires.												
	Mettre en œuvre un système de gestion basée sur les risques et moderniser les autres processus de supervision.												
	Mettre en œuvre les dispositions de Bâle II et Bâle III.												
	Améliorer les dispositions relatives aux provisions en rapport avec les normes internationales et les meilleures pratiques afin de mieux capturer et refléter les risques liés au crédit.												
Analyse et prévisions macroéconomiques	Développement des procédures de préparation des cadrages macroéconomiques.												
	Mise en place d'un dispositif institutionnel pour l'analyse et le suivi des politiques macroéconomiques.												
	Amélioration des dispositifs de dissémination des données macroéconomiques de base.												
	Renforcement des capacités d'analyse et de prévision des cadres moyens et de rangs intermédiaires.												

**Tableau 2. Répartition du volume d'AT par domaine, AF 2018  
(En semaines-personne)**

Domaines	Conseiller résident		Expert Court Terme	Total
	Abidjan	Site		
Administration douanière	20	17	28	65
Administration fiscale	17	26	28	71
GDP - Budget	16	23	28	67
GDP – Comptabilité et Trésor	14	23	28	65
Statistiques des finances publiques	15	25	26	66
Statistiques du secteur réel	23	19	28	69
Gestion de la dette publique	17	25	28	70
Supervision bancaire	17	28	25	70
Analyse et prévisions macroéconomiques	19	22	28	69
<b>TOTAL</b>	<b>157</b>	<b>208</b>	<b>247</b>	<b>612</b>

**Graphique 1. Répartition du volume d'AT par domaine  
(En pourcentage)**







**Tableau 4. Activités prévues sous le programme de stages d'immersion**

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
<b>Administration douanière</b>	La mise en œuvre et la gestion automatisée du risque (GAR).	Côte d'Ivoire	Les douanes maliennes sont en train de finaliser leur système de GAR.
<b>Administration douanière</b>	La mise en œuvre et la gestion automatisée du risque.	Côte d'Ivoire	Les douanes guinéennes sont en train de mettre en œuvre leur système de GAR.
<b>Administration fiscale</b>	Contrôle conjoint douanes-impôts.	À déterminer	
<b>Gestion des dépenses publiques-Budget</b>	Passage d'une gestion de la dette publique en opérations budgétaires à une gestion en opérations de trésorerie.	Bénin	
<b>Gestion des dépenses publiques-Budget</b>	Élaboration des Documents de programmation pluriannuelle des dépenses.	Burkina Faso	
<b>Gestion des dépenses publiques-Comptabilité Trésor</b>	Constitution du bilan d'ouverture.	Tunisie	
<b>Statistiques de finances publiques</b>	Tableau des opérations financières de l'État à partir de la balance générale des comptes du Trésor.	Mauritanie	
<b>Statistiques du secteur réel</b>	Amélioration du dispositif de production des comptes nationaux trimestriels.	Cameroun	
<b>Statistiques du secteur réel</b>	Mise en œuvre du <i>Système de comptabilité nationale de 2008</i> .	Bénin	
<b>Analyse et prévisions macroéconomiques</b>	Cadre institutionnel et appropriation du processus de cadrage macroéconomique.	Niger	Bénin, Guinée, Burkina Faso, Sénégal.
<b>Analyse et prévisions macroéconomiques</b>	Développement d'un modèle de simulation des impulsions de politique monétaire.	Royaume du Maroc	Guinée et la Mauritanie.
<b>Supervision bancaires</b>	Thème à définir.	A déterminer	

## II. ACTIVITES PREVUES PAR DOMAINE

### A. Administration douanière

#### Contexte et priorités de l'assistance technique

4. **Les activités du programme de travail de l'AF 2018 visent à renforcer les fonctions essentielles des administrations douanières de l'AFRITAC de l'Ouest**, en conformité avec les orientations du Cadre Stratégique du Centre présenté dans le Document Programme du Cycle IV, et couvrant la période 2017-2022. Ces activités couvrent quatre axes principaux :

- ❖ L'amélioration du respect des règles par des initiatives de facilitation du commerce et des services.
- ❖ Le renforcement du recouvrement des obligations déclaratives et de paiement.
- ❖ L'amélioration des contrôles à priori et de l'exactitude des énonciations de la déclaration en douane.
- ❖ Le renforcement des programmes de contrôle après dédouanement et de lutte contre la fraude.

5. **Les objectifs poursuivis pour l'AF 2018 tiennent compte des particularités de chaque Administration douanière**, et s'appuient sur les avancées opérées au cours des précédentes années. Ils sont présentés ci-après :

- ❖ Le dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations, devenu fonctionnel, permet une gestion transparente et efficace ainsi qu'une programmation efficiente et pertinente des contrôles après dédouanement au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée** et au **Sénégal**.
- ❖ Les opérateurs du commerce international sont contrôlés de façon plus ciblée et optimale grâce au renforcement des capacités de contrôles après dédouanement en **Guinée-Bissau** et au **Niger**.
- ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces, et les performances en termes de recettes sont positives avec la mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane en **Guinée**, en **Guinée-Bissau**, au **Mali** et en **Mauritanie**.
- ❖ Les opérateurs du commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement grâce à la gestion automatisée et sécurisée du transit en **Guinée** et au **Sénégal**.
- ❖ La gestion des priorités et conformités des règles s'améliore grâce à une gestion des risques efficace au **Bénin**, au **Mali** et au **Togo**.

- ❖ Les contrôles douaniers aux frontières sont plus pertinents et efficaces tant dans le domaine fiscal que dans celui de la protection du territoire grâce au renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage en **Côte d'Ivoire**.

### Activités programmées et résultats attendus

6. **Séminaire régional.** Le Centre organisera un séminaire régional sur le thème : "Le contrôle des produits pétroliers importés". L'objectif de ce séminaire est de développer et de renforcer les capacités de contrôle des cadres douaniers, par le biais d'ateliers techniques participatifs.
7. **Stages d'immersion.** Plusieurs administrations douanières se sont engagées dans la gestion automatisée du risque au cours des dernières années. Le système de gestion du risque développé par les douanes ivoiriennes a atteint un niveau remarquable tant dans son fonctionnement que dans les résultats obtenus. En termes de mutualisation des savoir-faire et d'intégration régionale, le Centre envisage d'inviter des cadres douaniers de la **Guinée** et du **Mali** à bénéficier de l'expérience ivoirienne dans le cadre des stages d'immersion.
8. **Missions d'assistance technique.** Le Centre exécutera des missions d'AT (Tableau 5), et participera aux missions de diagnostic organisées par le Département des Finances publiques du FMI (FAD) dans ses pays membres. Par ailleurs, un certain nombre de missions sont mises "en réserve". Elles concernent le renforcement des capacités de contrôle après dédouanement en **Guinée-Bissau, au Mali** et au **Niger** ; et la mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane en **Guinée**.

**Tableau 5. Missions prévues par pays en Administration douanière**

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
<b>Bénin</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Suivi du Projet Pluriannuel relatif à la gestion automatisée du risque.</li> <li>➤ Renforcement de la mission renseignement et enquête.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.</li> <li>➤ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.</li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
<b>Côte d'Ivoire</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Poursuite de la mise en œuvre du suivi des régimes suspensifs et des exonérations.</li> <li>✚ Renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.</li> <li>✚ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.</li> </ul>
<b>Guinée</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Mis en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations.</li> <li>✚ Mise en œuvre de la gestion automatisée du transit.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.</li> <li>✚ Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.</li> </ul>
<b>Guinée-Bissau</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.</li> </ul>
<b>Mali</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Mise en œuvre d'un service dédié à l'évaluation en douane.</li> <li>✚ Finalisation du PPAT sur la gestion automatisée du risque.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.</li> <li>✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Finalisation du PPAT relatif au bureau national de la valeur.</li> <li>✚ Évaluation du PPAT.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.</li> </ul>
<b>Niger</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Évaluation et suivi des recommandations du diagnostic FAD de mai 2016.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et confortent l'exactitude des informations portées sur les déclarations.</li> </ul>



- ❖ Le contrôle fiscal est renforcé et bien ciblé au **Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, et Niger**, afin qu'il contribue efficacement à la lutte contre la fraude.
- ❖ L'administration des moyennes entreprises est renforcée au **Bénin, au Mali, en Guinée, en Mauritanie, au Niger, au Togo, et au Sénégal**. Elle permet un meilleur suivi des obligations déclaratives et une augmentation du nombre d'assujettis en matière de TVA grâce aux opérations d'élargissement de l'assiette fiscale.
- ❖ Le service des enquêtes et recherche est efficace et permet de détecter la fraude au **Bénin, au Sénégal, et en Côte d'Ivoire**.
- ❖ La gestion automatisée du risque est effective au **Togo** et en **Côte d'Ivoire**. Elle favorise une meilleure programmation des contrôles fiscaux.
- ❖ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse du risque au **Bénin** et au **Sénégal**, et permet une meilleure hiérarchisation du risque et un traitement conséquent, favorisant ainsi une réduction significative des délais de remboursement de la TVA en faveur des entreprises à faible risque fiscal.
- ❖ Les indicateurs de résultats sont suivis et régulièrement rapportés en **Mauritanie, au Niger, au Burkina Faso, au Bénin, au Mali, et au Togo**.

### Activités programmées et résultats attendus

12. **Séminaires régionaux.** Le Centre envisage d'organiser un séminaire régional sur la vision régionale des réformes fiscales et la gestion performante de la TVA et des droits d'accise d'une administration fiscale moderne. Ce séminaire vise à créer un cadre d'échange d'expériences entre les dirigeants des administrations fiscales avec pour objectif d'apprécier l'état de mise en œuvre des réformes fiscales, l'administration de la TVA et des droits d'accise, sous l'angle national et régional ; d'analyser les principales difficultés rencontrées, et d'aider à formuler la définition d'une stratégie d'une administration performante. Le séminaire évaluera aussi l'état de mise en œuvre des réformes, et proposera des solutions idoines permettant de relancer les réformes selon les cas.
13. **Stages d'immersion.** À la demande de l'Office Togolais des Recettes, le Centre organisera des missions de formation au profit des inspecteurs des impôts et douanes auprès de leurs pairs sur l'organisation du contrôle conjoint douanes/impôts dans le cadre des actions de contrôle effectuées auprès des entreprises.
14. **Missions d'assistance technique.** Les activités d'assistance technique (Tableau 6) ont été définies en tenant compte des récentes évolutions dans la mise en œuvre des réformes et des objectifs retenus pour le Cycle IV.

**Tableau 6. Missions prévues par pays en Administration fiscale**

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
<b>Bénin</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="690 323 1015 422">✚ Renforcement des opérations fiscales de la DGI.</li> <li data-bbox="690 541 1015 640">✚ Renforcement du service Recherche et Enquêtes fiscales.</li> <li data-bbox="690 655 1015 821">✚ Poursuite du renforcement de la Direction du Centre des impôts des moyennes entreprises.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="1034 323 1448 506">✚ Les outils de contrôle sont maîtrisés ; la gestion des arriérés fiscaux est maitrisée ;</li> <li data-bbox="1034 422 1448 506">✚ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse du risque.</li> <li data-bbox="1034 541 1448 640">✚ La recherche contribue de manière effective à l'efficacité de l'action coercitive de la DGI.</li> <li data-bbox="1034 655 1448 774">✚ Le taux de déclaration spontanée en TVA augmente progressivement.</li> <li data-bbox="1034 789 1448 873">✚ Les indicateurs de résultats sont régulièrement suivis et rapportés.</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="690 905 1015 1031">✚ Renforcement du contrôle fiscal et la gestion maitrisée des arriérés fiscaux.</li> <li data-bbox="690 1115 1015 1213">✚ Poursuite de la modernisation des moyennes entreprises.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="1034 905 1448 1094">✚ Le fichier des moyennes entreprises est maitrisé ; il est élargi grâce à l'utilisation du levier enquêtes et recoupements du renseignement fiscal.</li> <li data-bbox="1034 1115 1448 1199">✚ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse risque.</li> <li data-bbox="1034 1213 1448 1312">✚ Le taux de déclaration spontanée en TVA augmente progressivement.</li> <li data-bbox="1034 1327 1448 1467">✚ Le contrôle fiscal est renforcé, le fichier RAR est assaini ; le recouvrement des RAR recouvrables est assuré.</li> <li data-bbox="1034 1482 1448 1566">✚ Les indicateurs de résultats sont régulièrement rapportés.</li> </ul>
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="690 1577 1015 1675">✚ Renforcement de la direction d'analyse du risque.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="1034 1577 1448 1703">✚ La sélection des contrôles fiscaux est fondée sur des critères objectifs et d'analyse du risque.</li> </ul>





Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
<b>Sénégal</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Renforcement du contrôle fiscal.</li> <li>✚ Poursuite de la modernisation des CME.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les activités de la recherche participent à l'élargissement de l'assiette fiscale.</li> <li>✚ Le remboursement de la TVA est fondé sur l'analyse risque.</li> </ul>
<b>Togo</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Renforcement du contrôle fiscal.</li> <li>✚ Poursuite de la modernisation de la DME.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ La programmation du contrôle fiscal est fondée sur des critères objectifs et d'analyse du risque.</li> <li>✚ Les indicateurs de rendement sont suivis et rapportés.</li> </ul>

### C. Gestion des dépenses publiques – aspect Budget

#### Contexte et priorités de l'assistance technique

15. **Les activités d'AT pour l'AF 2018 viseront à contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques programmés pour le Cycle IV.** Dans l'optique budgétaire il s'agit du renforcement de la préparation et de l'exécution du budget, du contrôle de la dépense publique, de la gestion des risques budgétaires, et de l'amélioration des capacités humaines et institutionnelles dans le domaine de la gestion de dépenses.

16. **Le programme de travail de l'AF 2018 est centré sur la problématique du budget de programme, le contrôle de l'exécution de la dépense publique et l'amélioration de la gestion des investissements publics.** Il sera focalisé sur les priorités suivantes :

- ❖ Les outils de programmation/budgétisation (Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP), Document de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD), en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, en **Mauritanie**, au **Niger** et au **Togo** ; l'exécution du budget en mode programme au **Burkina Faso**, au **Mali** et au **Sénégal**.
- ❖ Le contrôle de l'exécution de la dépense publique en **Guinée-Bissau**.
- ❖ L'amélioration de la gestion des investissements publics au **Bénin**, au **Burkina Faso** et en **Côte d'Ivoire**.

#### Activités programmées et résultats

17. **Séminaire régional.** Il est prévu un séminaire sur la problématique de l'exécution de la dépense en mode programme. Ce séminaire qui intervient dans un contexte où près de la moitié des pays membres envisagent d'amorcer la préfiguration à blanc de l'exécution en mode programme, vise à rappeler la philosophie en la matière et à mettre à la disposition

des participants les outils méthodologiques et techniques nécessaires à l'opérationnalisation de cette nouvelle approche.

18. **Participation aux activités des institutions régionales.** Les axes de collaboration demeurent les mêmes que les années précédentes à savoir : (i) la participation à l'animation des rencontres statutaires des professionnels des finances publiques que sont le Réseau des praticiens et l'Observatoire des finances publiques ; et (ii) l'appui à la mise en œuvre du plan d'actions annuel du Département en charge des finances publiques de la Commission de l'UEMOA.

19. **Missions d'assistance technique.** Le programme de travail prévoit en programmation ferme une moyenne de 1 à 4 missions par pays (Tableau 7). La répartition par pays tient compte de la disponibilité et de la capacité d'absorption des interlocuteurs ainsi que des ressources disponibles. Des activités en réserve sont également prévues dans quelques pays et portent essentiellement sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations du PIMA (Public Investment management assessment).

20. **Stage d'immersion.** Le programme prévoit également deux visites dans le cadre du programme d'échange d'expériences qui porteront respectivement sur le passage d'une gestion de la dette en opérations budgétaires à une gestion en opérations de trésorerie au Bénin, et sur l'élaboration des documents de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD) au Burkina Faso.

**Tableau 7. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Budget)**

Pays	Activités	Jalons 2018
<b>Bénin</b>	Mise en œuvre des AE/CP. (2 missions)	La gestion des dépenses d'investissement s'améliore dans au moins 5 ministères à travers leur structuration en AE/CP.
<b>Burkina Faso</b>	Élaboration des documents (de prévision) d'exécution de la dépense. (1 mission)	L'exécution de la dépense en mode programme s'améliore à travers la mise en place et l'appropriation des documents de prévision d'exécution des dépenses et de suivi de leur exécution.
	Appui à la mise en œuvre des recommandations du PIMA. (1 mission)	La gestion des investissements publics s'améliore à travers la mise en œuvre des recommandations du PIMA au titre de l'année 2017.
<b>Côte d'Ivoire</b>	Budgétisation et exécution des investissements publics en AE/CP, en appui à la mise en œuvre des recommandations PIMA. (2 missions)	La gestion des investissements publics s'améliore à travers la structuration en AE/CP des dépenses d'investissement d'au moins 5 ministères.

Pays	Activités	Jalons 2018
<b>Guinée</b>	Renforcement des documents de programmation des dépenses. (1 mission)	Un cadre macro budgétaire crédible est mis en place à travers l'affinement des outils et de la méthodologie d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme/Cadre de dépense à moyen terme (CBMT/CDMT) et permet une programmation plus fiable sur la période 2018-2020.
<b>Guinée-Bissau</b>	Renforcement du dispositif de contrôle a priori de la dépense. (1 mission)	Le contrôle des engagements est renforcé par la mise aux normes des cadres institutionnels et techniques du contrôle budgétaire et le renforcement de la capacité des acteurs.
<b>Mali</b>	Appui à l'exécution du budget en mode programme. (1 mission)	Les outils d'exécution de la dépense en mode programme sont élaborés et testés.
<b>Mauritanie</b>	Poursuite de la structuration des programmes budgétaires des ministères (2 missions)	La mise en place du budget de programme se poursuit à travers l'élaboration des maquettes des programmes budgétaires d'au moins 5 ministères supplémentaires.
<b>Niger</b>	Revue qualité des DPPD en cours d'élaboration. (1 mission)	La mise en place du budget de programme se poursuit à travers la revue qualité d'un échantillon représentatif des DPPD.
<b>Sénégal</b>	Poursuite de l'appui à l'exécution du budget en mode programme (appui au renforcement de la fonction financière ministérielle). (1 mission)	Le contrôle s'améliore à travers le renforcement de la fonction financière au sein de deux ministères pilotes suite aux résultats de l'audit de capacité de gestion.
<b>Togo</b>	Revue qualité des DPPD, y compris les AE/CP. (1 mission)	La mise en place du budget de programme se poursuit à travers la revue qualité d'un échantillon représentatif des DPPD.

## D. Gestion des dépenses publiques – aspect Comptabilité Trésor

### Contexte et priorités de l'assistance technique

21. **L'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie, objectif stratégique du Centre pour le Cycle IV, sous-tendra les activités de l'AF 2018.** Ainsi, les activités vont s'articuler autour des éléments suivants :

- ❖ L'amélioration de la balance générale des comptes de l'État (BGCE) dans la perspective de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP) au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali**, en **Mauritanie**, au **Niger**, au **Sénégal** et au **Togo**.

- ❖ L'amélioration du réseau comptable, de la qualité des états financiers et de l'articulation des systèmes budgétaire et comptable au **Bénin**, au **Burkina**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali**, en **Mauritanie**, au **Sénégal** et au **Togo**.
- ❖ L'amélioration et le renforcement des capacités en comptabilité base caisse en **Guinée**, et en **Guinée-Bissau**.
- ❖ L'appui et/ou l'étude de l'amélioration du système d'information en **Côte d'Ivoire** et en **Mauritanie**.
- ❖ La mise en œuvre et/ou le renforcement de la gestion de la trésorerie et du compte unique du Trésor au **Burkina Faso** et au **Niger**.

### Activités programmées et résultats

22. **Séminaire régional.** Un séminaire sur la préparation du bilan d'ouverture et la construction des états financiers est prévu dans le programme. Il sera l'occasion pour les participants de s'approprier la méthodologie et les techniques de passation des opérations d'ouverture du bilan et d'élaboration des états financiers.

23. **Missions d'assistance technique.** Le programme prévoit une quinzaine de mission dont deux dans sept pays et une dans trois pays (Tableau 8). Ces activités programmées tiennent compte des besoins exprimés par les bénéficiaires de l'AT. Par ailleurs, trois activités sont mises en réserve et seront déployées en cas de besoin.

24. **Stages d'apprentissage par les pairs.** Le programme de travail prévoit également un voyage d'étude auprès des pairs sur la constitution du bilan d'ouverture.

**Tableau 8. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques  
- Comptabilité et Trésor**

Pays	Activités	Jalons 2018
<b>Bénin</b>	Appui à l'amélioration BGCE dans la perspective de la mise en œuvre de la CDCP. <b>(1 mission)</b>	La qualité de la BGCE est améliorée pour faciliter le passage à la CDCP.
	Appui à la préparation de la mise en œuvre de la CDCP. <b>(1 mission)</b>	Le processus de préparation de la mise en œuvre de la CDCP se poursuit grâce à la finalisation et l'adoption du référentiel des normes comptables en rapport avec les experts nationaux.
<b>Burkina Faso</b>	Appui à la préparation du plan de trésorerie. <b>(1 mission)</b>	Le plan de trésorerie est établi et mis en œuvre selon les bonnes pratiques.

Pays	Activités	Jalons 2018
<b>Côte d'Ivoire</b>	Appui ingénieuriste au paramétrage du SI ASTER de tenue de la comptabilité. <b>(1 mission)</b>	Le système d'information ASTER est mis à niveau pour la tenue de la comptabilité en droits constatés.
	Appui à l'élaboration d'une instruction sur la comptabilité pour l'amélioration des états financiers matière. <b>(1 mission)</b>	L'instruction sur la comptabilité est adoptée et disséminée.
<b>Guinée</b>	Appui à la revue de l'organisation comptable de l'État et du système de centralisation comptable. <b>(1 mission)</b>	L'organisation comptable et les procédures de centralisation sont alignées sur les exigences de la nouvelle fonction comptable.
<b>Guinée-Bissau</b>	Appui à l'élaboration du PCE détaillé en ligne avec le segment économique de la NBE. <b>(1 mission)</b>	Le PCE détaillé, parfaitement aligné avec le segment économique de la NBE est élaboré, discuté et adopté.
<b>Mali</b>	Appui à l'amélioration du cadre juridique et technique de la CDC. <b>(1 mission)</b>	La qualité du cadre juridique et technique est revue et améliorée : <ul style="list-style-type: none"> <li>• PCE- Décret et PCE- arrêté ;</li> <li>• Guide de fonctionnement des comptes divisionnaires ;</li> <li>• Manuels de procédures comptables</li> <li>• La cartographie des processus comptables est adoptée.</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	Appui à la revue du système informatique comptable et sa capacité à supporter la réforme. <b>(1 mission)</b>	L'impact de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale sur le système d'information est déterminé et un cahier des charges fonctionnelles élaboré.
<b>Niger</b>	Appui à l'amélioration BGCE dans la perspective de la mise en œuvre de la CDCP. <b>(1 mission)</b>	La qualité de la BGCE est améliorée pour faciliter le passage à la CDCP et un référentiel des normes comptables est finalisé et adopté en rapport avec les experts nationaux.

Pays	Activités	Jalons 2018
Sénégal	Appui à l'amélioration du système de comptabilité par l'élaboration de la cartographie des processus comptables - par cycle, par processus et procédures. <b>(1 mission)</b>	La cartographie des processus comptables est adoptée.
Togo	Appui à l'amélioration du système de comptabilité par la finalisation du référentiel des normes comptables. <b>(1 mission)</b>	Le référentiel des normes comptables est finalisé et adopté en rapport avec les experts nationaux.
	Appui à la préparation du plan de trésorerie. <b>(1 mission)</b>	Le plan de trésorerie est établi et mis en œuvre selon les bonnes pratiques.

## E. Statistiques de finances publiques

### Contexte et priorités de l'assistance technique

25. **Le programme de travail de l'AF 2018 porte sur les activités visant le renforcement de la compilation et de la diffusion des statistiques de finances publiques.** Ainsi, les priorités de l'AT portent sur : (i) la production des tableaux du cadre d'analyse minimum de l'UEMOA ; (ii) l'élargissement progressive du champ de couverture des statistiques de finances publiques à tous les sous-secteurs des administrations publiques ; (iii) la sectorisation des unités sous contrôle de l'administration publique ; (iv) la participation des États à la base de données communes Banque Mondiale FMI ainsi qu'à l'annuaire des statistiques de finances publiques (SFP).

### Activités programmées et résultats

26. **Séminaires régionaux.** Le programme de travail prévoit l'organisation d'un séminaire portant sur l'intégration du sous-secteur des collectivités locales dans le champ des SFP. Ce séminaire qui projette la participation de la commission de l'UEMOA, vise à créer un cadre d'échange d'expériences entre les acteurs des finances publiques, et de faire l'état des lieux de la mise en œuvre des travaux de migration au Manuel de Statistiques des Finances Publiques (MSFP) 2001/2014.

27. **Missions d'assistance technique.** Les activités d'AT (Tableau 9) font suite aux constatations des missions précédentes dans le processus de migrations aux normes du *MSFP 2001/2014* et aux échéances de la directive de l'UEMOA portant Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE). À ce sujet, bien que ne faisant pas partie de l'espace UEMOA, la Guinée et la Mauritanie ont épousé le calendrier de la mise en œuvre de ladite

directive ainsi que le canevas de ses différents tableaux. Il est prévu également des missions en réserve afin d'accroître si possible, l'assistance aux pays qui accusent du retard.

28. **Stages d'immersion.** Le programme prévoit également un stage en Mauritanie portant sur la production du TOFE automatisé à partir de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT).

**Tableau 9. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques**

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
<b>Bénin</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014.</li> <li>✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum.</li> <li>✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Production de la situation des flux de trésorerie ;</li> <li>✚ Élaboration des statistiques de la dette.</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique.</li> <li>✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Collectivités locales ;</li> <li>✚ Sécurité sociale.</li> </ul> </li> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014.</li> <li>✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum.</li> <li>✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Production de la situation des flux de trésorerie ;</li> <li>✚ Élaboration des statistiques de la dette.</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique.</li> <li>✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Sécurité sociale.</li> </ul> </li> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014.</li> <li>✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum.</li> <li>✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Affinement du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Production de la situation des flux de trésorerie ;</li> <li>✚ Amélioration des statistiques de la dette ;</li> <li>✚ Réalisation à titre expérimental du bilan financier.</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique.</li> <li>✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Collectivités locales ;</li> <li>✚ Sécurité sociale ;</li> <li>✚ Unités extrabudgétaires.</li> </ul> </li> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> </ul>
<b>Guinée</b>	Une mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✚ Ébauche des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</li> <li>✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Élaboration des statistiques de la dette.</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique</li> <li>✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Sécurité sociale.</li> </ul> </li> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> </ul>
<b>Guinée-Bissau</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✚ Ébauche des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</li> <li>✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Élaboration des statistiques de la dette ;</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique.</li> <li>✚ Production à titre expérimental du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Sécurité sociale ;</li> <li>✚ Des collectivités locales ou décentralisées ;</li> <li>✚ Identification des unités extrabudgétaires.</li> </ul> </li> </ul>



Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
			<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> <li>✚ Appui à l'organisation du service en charge des statistiques de finances publiques.</li> </ul>
<b>Mali</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014.</li> <li>✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum.</li> <li>✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Production de la situation des flux de trésorerie ;</li> <li>✚ Élaboration des statistiques de la dette ;</li> <li>✚ Bilan financier.</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique</li> <li>✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Sécurité sociale ;</li> <li>✚ Collectivités locales.</li> </ul> </li> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✚ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</li> <li>✚ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques (SFP).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Amélioration du TOFE produit selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Production de la situation des flux de trésorerie ;</li> <li>✚ Élaboration des statistiques de la dette ;</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique</li> <li>✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Collectivités locales</li> <li>✚ Sécurité sociale ;</li> </ul> </li> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
<b>Niger</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✚ Finalisation des tableaux du cadre d'analyse minimum</li> <li>✚ Élargissement progressive du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Élaboration des statistiques de la dette ;</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique</li> <li>✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Sécurité sociale ;</li> </ul> </li> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Affinement du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✚ Finalisation des tableaux du cadre d'analyse minimum</li> <li>✚ Élargissement progressive du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Affinement du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Production de la situation des flux de trésorerie ;</li> <li>✚ Amélioration des statistiques de la dette ;</li> <li>✚ Réalisation à titre expérimental du bilan financier</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique</li> <li>✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Collectivités locales</li> <li>✚ Sécurité sociale ;</li> <li>✚ Unités extrabudgétaires.</li> </ul> </li> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2018
Togo	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014.</li> <li>✚ Finalisation des tableaux du cadre d'analyse minimum.</li> <li>✚ Élargissement progressive du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>✚ Mise en place d'un comité en charge des statistiques de finances publiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Administration Publique Centrale Budgétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 ;</li> <li>✚ Production de la situation des flux de trésorerie ;</li> <li>✚ Élaboration des statistiques de la dette ;</li> </ul> </li> <li>✚ Autres secteurs de l'Administration Publique</li> <li>✚ Production à titre expérimentale du TOFE : <ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Collectivités locales</li> <li>✚ Sécurité sociale ;</li> </ul> </li> <li>✚ Formalisation à travers un acte officiel de la création du comité des SFP.</li> </ul>

## F. Statistiques du secteur réel

### Contexte et priorités de l'assistance technique

29. **Les activités programmées dans le domaine des statistiques du secteur réel sont concentrées sur la comptabilité nationale.** Elles visent trois objectifs principaux :

- ❖ Mettre en œuvre le *Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008* et le changement d'année de base dans **tous les pays** membres de l'AFRITAC de l'Ouest.
- ❖ Poursuivre la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT) au **Bénin**, en **Côte d'Ivoire** et au **Niger**.

### Activités programmées et résultats attendus

30. **Séminaire régional.** Le Centre organisera deux ateliers régionaux. Le premier sera conjointement organisé avec l'UEMOA aura pour thème : « Méthodologie de calcul de l'indice du chiffre d'affaires, de l'indice des prix des produits agricoles et de l'indice du coût de la construction ». Il permettra au pays d'améliorer la qualité et la disponibilité des indicateurs de haute fréquence. Le second portera sur le thème : « Dispositif pour la mesure de la production des sociétés et des ménages dans le cadre de la mise en œuvre du *Système de comptabilité nationale de 2008* ». Cette formation vise à renforcer les capacités des cadres des Instituts nationaux de statistiques pour une application harmonisée de l'évolution de certains concepts introduits par le *SCN 2008*.

31. **Stages d'immersion.** Le programme de travail prévoit l'organisation de quatre stages d'immersion sur l'amélioration du dispositif de production des comptes nationaux trimestriels, et sur la mise en œuvre du *SCN 2008*.

32. **Missions d'assistance technique.** Les activités programmées sont résumées au Tableau 10. Elles visent globalement à assurer que les pays s'engagent dans la mise en œuvre du *SCN 2008* en élaborant une nouvelle année de base, et à étendre l'élaboration des comptes nationaux trimestriels. Par ailleurs, le programme de travail prévoit des activités en « réserve » pour le **Bénin**, la **Côte d'Ivoire**, la **Guinée**, la **Guinée-Bissau** et le **Togo**.

**Tableau 10. Missions prévues par pays en Statistiques du secteur réel**

Pays	Activités	Jalons 2018
<b>Bénin</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ La méthodologie des comptes financiers est améliorée ;</li> <li>✚ Le compte financier de l'année 2015 selon le <i>SCN 2008</i> est élaboré.</li> <li>✚ Le PIB trimestriel est diffusé.</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les méthodologies d'élaboration des comptes des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des administrations publiques sont disponibles.</li> </ul>
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les CNT sont diffusés.</li> </ul>
<b>Guinée</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les CNA définitifs de l'année 2015 et ceux provisoires de l'année 2016 selon le <i>SCN 1993</i> sont produits ;</li> <li>✚ Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées ;</li> <li>✚ Le traitement des sources de données et leur première réconciliation pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont réalisés.</li> </ul>
<b>Guinée-Bissau</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les CNA définitifs de l'année 2015 et ceux provisoires de l'année 2016 selon le <i>SCN 1993</i> sont produits ;</li> <li>✚ La première estimation du PIB de la nouvelle base 2015 selon le <i>SCN 2008</i> est disponible.</li> </ul>
<b>Mali</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles.</li> <li>✚ La méthodologie du calcul de la production des sociétés financières selon le <i>SCN 2008</i> est mise en œuvre.</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles.</li> <li>✚ La méthodologie du calcul de la production des sociétés financières selon le <i>SCN 2008</i> est mise en œuvre.</li> </ul>
<b>Niger</b>	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Le bilan des changements apportés par le <i>SCN 2008</i> à intégrer dans la nouvelle année de base est dressé.</li> <li>✚ Une évaluation des travaux réalisés pour l'élaboration du PIB trimestriel optique production en volume est disponible.</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les CNA 2015 selon le <i>SCN 2008</i> sont disponibles.</li> <li>✚ Une méthodologie de rétopolation est adoptée.</li> </ul>
<b>Togo</b>	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Les sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles.</li> </ul>



















